

## M. Ouali appelle l'ADE à améliorer le service public de l'eau

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a appelé mercredi les responsables locaux de l'Algérienne des Eaux (ADE) à améliorer le service public de l'eau en les interpellant sur la mauvaise gestion de la distribution de cette ressource et le recouvrement des créances. «Nous sommes devant une situation très négative», a déclaré le ministre lors d'une rencontre avec les directeurs de zones et d'unités de l'ADE, après avoir évoqué des points négatifs constatés sur le terrain.

Parmi ces points «noirs et cruels», il a cité les lenteurs dans la résolution des problèmes liés à la distribution notamment les fuites d'eau dans les réseaux d'alimentation ainsi que le manque de contrôle essentiellement au niveau des branchements illicites.

Il a souligné, à ce titre que la réhabilitation et le renforcement du service de l'eau est une question fondamentale et les structures créées pour gérer cette ressource, dont l'ADE, doivent être performantes et dotées d'une bonne gouvernance. «Si ces petits pro-

blèmes ne sont pas pris en compte à temps cela va donner une mauvaise appréciation de la conduite de notre secteur. Il est hors de question que cette situation continue», a-t-il dit.

Le ministre a estimé que ces insuffisances ne correspondaient pas aux efforts consentis par l'Etat durant les 15 dernières années pour mobiliser la ressource hydrique. Après avoir vécu un stress hydrique critique durant la fin des années 1990, l'Algérie a décidé à partir de 2000 de mettre le paquet pour construire des infrastructures en vue de mobiliser le maximum de ressources.

Une enveloppe de 50 milliards de dollars a été consacrée au secteur de l'eau avec la mise en service de 31 barrages, alors que 9 sont en réalisation.

Ces investissements ont aussi porté sur la réalisation de 250.000 réservoirs et la mise en place de 130.000 kilomètres de réseau ainsi qu'une centaine de stations de traitement et de pompage et 13 stations de dessalement d'eau de mer.

«Il faut que l'impact de ces efforts soit visible au robinet», a-t-il dit, en insistant sur la problématique des fuites d'eau à laquelle l'ADE devrait désormais consacrer plus de moyens «quitte à puiser dans le budget consacré à la réalisation des sièges administratifs». Il a révélé, dans ce contexte, que son secteur allait créer une commission de daira et une commission de wilaya qui seront chargées essentiellement de visiter les infrastructures «allant du barrage jusqu'au robinet» dont la mission principale est le contrôle du réseau et des équipements.

Le ministre a demandé aux responsables de «sortir de leur bureaux» et aller vers le citoyen et être à son écoute. «Le retour au service de l'eau veut dire aussi être en lien avec le citoyen et se déplacer vers lui. Revenez à la proximité de vos missions», a insisté le ministre.

M. Ouali a suggéré aussi de ces responsables locaux de redéployer tous les moyens pour effectuer des contrôles sur les conduites et des interventions sur les réseaux. «Il faut que le service de l'eau soit visible sur le terrain et que les citoyens vous voient sur le terrain», a-t-il dit. Le ministre a interpellé aussi certains responsables locaux sur des projets attribués, mais non pas démarrés sur le terrain laissant des populations sans eaux pendant longtemps.

Il a révélé, dans ce contexte, qu'il allait créer une commission sectorielle chargée du suivi des programmes de développement.

M. Ouali a suggéré aussi des responsables centraux d'établir des contrats de performances en vue d'évaluer la réalisation des objectifs notamment concernant le problème des fuites d'eau et le recouvrement des créances.

RESSOURCES HYDRAULIQUES

# L'ADE envisage d'améliorer le service public de l'eau

*Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a appelé les responsables locaux de l'Algérienne des Eaux (ADE) à améliorer le service public de l'eau en les interpellant sur la mauvaise gestion de la distribution de cette ressource et le recouvrement des créances.*

**N**ous "sommes devant une situation très négative", a déclaré le ministre lors d'une rencontre avec les directeurs de zones et d'unités de l'ADE, après avoir évoqué des points négatifs constatés sur le terrain.

Parmi ces points "noirs et cruciaux", il a cité les lenteurs dans la résolution des problèmes liés à la distribution, notamment les fuites d'eau dans les réseaux d'alimentation ainsi que le manque de contrôle essentiellement au niveau des branchements illicites. Il a souligné, à ce titre que la réhabilitation et le renforcement du service de l'eau est une question fondamentale et les structures créées pour gérer cette ressource, dont l'ADE, doivent être performantes et dotées d'une bonne gouvernance.

*"Si ces petits problèmes ne sont pas pris en compte à temps cela va donner une mauvaise appréciation de la conduite de notre secteur. Il est hors de question que cette situation continue",* a-t-il dit.

Le ministre a estimé que ces insuffisances ne correspondaient pas aux efforts consentis par l'Etat durant les 15 dernières années pour mobiliser la ressource hydrique.

Après avoir vécu un stress hydrique critique durant la fin des années 1990, l'Algérie a décidé à partir de 2000 de mettre le paquet pour construire des infrastructures en vue de



mobiliser le maximum de ressources. Une enveloppe de 50 milliards de dollars a été consacrée au secteur de l'eau avec la mise en service de 31 barrages, alors que 9 sont en réalisation. Ces investissements ont aussi porté sur la réalisation de 250.000 réservoirs et la mise en place de 130.000 kilomètres de réseau ainsi qu'une centaine de stations de traitement et de pompage et 13 stations de dessalement d'eau de mer.

*"Il faut que l'impact de ces efforts soit visible au robinet",* a-t-il dit, en insistant sur la problématique des fuites d'eau à laquelle l'ADE devrait désormais consacrer plus de moyens *"quitte à puiser dans le budget consacré à la réalisation des sièges administratifs"*.

Il a révélé, dans ce contexte, que son secteur allait créer une commission de daïra et une commission de wilaya qui seront chargées essentiellement de visiter les infrastructures *"allant du barrage jusqu'au robinet"* dont la

mission principale est le contrôle du réseau et des équipements.

Le ministre a demandé aux responsables de *"sortir de leur bureaux"* et aller vers le citoyen et être à son écoute.

*"Le retour au service de l'eau veut dire aussi être en lien avec le citoyen et se déplacer vers lui. Revenez à la proximité de vos missions",* a insisté le ministre. M. Ouali a suggéré aussi de ces responsables locaux de redéployer tous les moyens pour effectuer des contrôles sur les conduites et des interventions sur les réseaux.

*"Il faut que le service de l'eau soit visible sur le terrain et que les citoyens vous voient sur le terrain",* a-t-il dit. Le ministre a interpellé aussi certains responsables locaux sur des projets attribués, mais non pas démarrés sur le terrain laissant des populations sans eaux pendant longtemps. Il a révélé, dans ce contexte, qu'il allait créer une commission sectorielle chargée du suivi des

programmes de développement.

M. Ouali a suggéré aussi des responsables centraux d'établir des contrats de performances en vue d'évaluer la réalisation des objectifs notamment concernant le problème des fuites d'eau et le recouvrement des créances. *"Nous sommes arrivés à cette situation parce que l'entreprise n'a pas de contrats de performance",* estime-t-il. Concernant le recouvrement des créances, le ministre a demandé aux responsables de l'ADE d'aider les ménages moyens qui font partie de la première catégorie de consommateurs et de *"taxer"* les gros consommateurs, c'est-à-dire ceux de la deuxième et troisième catégorie.

*"Nous allons mettre en place plus tard un dispositif juridique pour payer les taxes aux grands consommateurs d'eau comme les hôtels et les unités industrielles qui font des forages sans payer de taxe",* a-t-il promis.

**R. E.**

## BRÈVE

### Relizane Des citernes pour l'approvisionnement en eau potable

Les citoyens qui vivent dans la région d'El Aouachiche, dépendant de la commune de Sidi Khettab, rattachée à la daïra d'El Matmar, située à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Relizane, et jouxtant la route nationale A, souhaitent

l'amélioration de leur vie quotidienne notamment sur le plan du développement. Les familles qui y vivent depuis des décennies avouent galérer pour se procurer de l'eau potable en ces chaleurs suffocantes et recourent continuellement aux citernes fournies par les services de l'APC de Sidi Khettab. Mais elles espèrent qu'avec les travaux de transfert des eaux qui s'effectuent à travers le barrage de Gargar pour alimenter en eau potable plusieurs communes, leur hameau puisse en bénéficier à l'instar des autres localités.

**N.-Malik**

## M. Ouali appelle l'ADE à améliorer le service public de l'eau

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a appelé mercredi les responsables locaux de l'Algérienne des Eaux (ADE) à améliorer le service public de l'eau en les interpellant sur la mauvaise gestion de la distribution de cette ressource et le recouvrement des créances. «Nous sommes devant une situation très négative», a déclaré le ministre lors d'une rencontre avec les directeurs de zones et d'unités de l'ADE, après avoir évoqué des points négatifs constatés sur le terrain.

Parmi ces points «noirs et cruels», il a cité les lenteurs dans la résolution des problèmes liés à la distribution notamment les fuites d'eau dans les réseaux d'alimentation ainsi que le manque de contrôle essentiellement au niveau des branchements illicites.

Il a souligné, à ce titre que la réhabilitation et le renforcement du service de l'eau est une question fondamentale et les structures créées pour gérer cette ressource, dont l'ADE, doivent être performantes et dotées d'une bonne gouvernance. «Si ces petits pro-

blèmes ne sont pas pris en compte à temps cela va donner une mauvaise appréciation de la conduite de notre secteur. Il est hors de question que cette situation continue», a-t-il dit.

Le ministre a estimé que ces insuffisances ne correspondaient pas aux efforts consentis par l'Etat durant les 15 dernières années pour mobiliser la ressource hydrique. Après avoir vécu un stress hydrique critique durant la fin des années 1990, l'Algérie a décidé à partir de 2000 de mettre le paquet pour construire des infrastructures en vue de mobiliser le maximum de ressources.

Une enveloppe de 50 milliards de dollars a été consacrée au secteur de l'eau avec la mise en service de 31 barrages, alors que 9 sont en réalisation.

Ces investissements ont aussi porté sur la réalisation de 250.000 réservoirs et la mise en place de 130.000 kilomètres de réseau ainsi qu'une centaine de stations de traitement et de pompage et 13 stations de dessalement d'eau de mer.

«Il faut que l'impact de ces efforts soit visible au robinet», a-t-il dit, en insistant sur la problématique des fuites d'eau à laquelle l'ADE devrait désormais consacrer plus de moyens «quitte à puiser dans le budget consacré à la réalisation des sièges administratifs». Il a révélé, dans ce contexte, que son secteur allait créer une commission de daira et une commission de wilaya qui seront chargées essentiellement de visiter les infrastructures «allant du barrage jusqu'au robinet» dont la mission principale est le contrôle du réseau et des équipements.

Le ministre a demandé aux responsables de «sortir de leur bureaux» et aller vers le citoyen et être à son écoute. «Le retour au service de l'eau veut dire aussi être en lien avec le citoyen et se déplacer vers lui. Revenez à la proximité de vos missions», a insisté le ministre.

M. Ouali a suggéré aussi de ces responsables locaux de redéployer tous les moyens pour effectuer des contrôles sur les conduites et des interventions sur les réseaux. «Il faut que le service de l'eau soit visible sur le terrain et que les citoyens vous voient sur le terrain», a-t-il dit. Le ministre a interpellé aussi certains responsables locaux sur des projets attribués, mais non pas démarrés sur le terrain laissant des populations sans eaux pendant longtemps.

Il a révélé, dans ce contexte, qu'il allait créer une commission sectorielle chargée du suivi des programmes de développement.

M. Ouali a suggéré aussi des responsables centraux d'établir des contrats de performances en vue d'évaluer la réalisation des objectifs notamment concernant le problème des fuites d'eau et le recouvrement des créances.

الولاية خصصت له 21 مليار سنتيم

## مشروع استعجالي لإنهاء أزمة المياه في البلديات الجنوبية باتنة

الجزار على سبيل المثال بقيت دون ماء منذ سنوات، ويأمل السكان في أن يرى هذا المشروع النور في القريب العاجل خاصة أن مصالح الولاية هي التي تشرف على إنجازه، وكان والي الولاية بنفسه قد زار المنطقة وأكد على ضرورة إنهاء أزمة العطش التي تعاني منها العائلات هناك.

زوهير خطاف

الأعطاب يتطلب تدخل المصالح الولائية. ومن شأن هذا المشروع الجديد أن ينهي هذه المعاناة التي طالت كثيرا، إذ تم الانتهاء من كافة الإجراءات الإدارية المتعلقة به في انتظار تعيين المقاول المكلف بالإنجاز عما قريب. تجدر الإشارة إلى أن أزمة الماء بتلك البلديات تتفاوت من منطقة إلى أخرى فهناك بعض المشاتي التابعة لإقليم بلدية

القادر بالإضافة إلى عشرات المشاتي والقرى التابعة لها. وتعتمد أغلب البلديات هناك على الآبار الارتوازية لتزويد السكان بالمياه الصالحة للشرب، وفي كثير من الأحيان تتوقف هذه الآبار لأسباب مختلفة أبرزها مختلف الأعطاب التي تصيب المضخات، وتستمر معاناة المواطنين لأشهر في كثير من الأحيان خاصة أن إصلاح تلك

استفادت مختلف البلديات الجنوبية في ولاية باتنة، من مشروع استعجالي الهدف منه القضاء على أزمة الماء الصالح للشرب، حيث خصصت له مصالح الولاية أزيد من 21 مليار سنتيم لتجسيده في أقرب الآجال. ويرمي هذا المشروع إلى إنهاء معاناة المواطنين بالبلديات المعنية على غرار قصر بلزمة، الجزائر، رأس العيون وعزبل عبد

Thank you for try

## رقم اليوم

### 19 مليار دج لمواصلة مشروع التحويلات الكبرى للمياه بسطيف

■ كشف عبد القادر والي، وزير الموارد المائية والبيئة، لدى معاينته نفق التحويل الشرقي انطلاقاً من سد إيراغن بولاية جيجل إلى سد ذراع الديس بولاية سطيف، أن المشكل المالي وجد طريقه إلى الحل من خلال تخصيص الدولة لمبلغ مالي يساوي 19 مليار دج، من أجل إعادة انطلاق ومواصلة أشغال المشروع في شطره المتوقف بين السدين، بغرض وصول المياه إلى وجهتها. وقد توقف المشروع بسبب ظروف تقنية لمدة تفوق السنة، و أعلن الوزير عن استحداث لجنة وطنية للمصادقة على المشاريع ذات صلة بقطاعه.

الوزير والي، صرح خلال زيارة العمل والتفقد التي قادته أمس لولاية سطيف، لدى معاينته سد الموان، أنه وقف خلال زيارته على مدى سير الأشغال بمشروعي التحويلات المائية الكبرى، المتمثلة في التحويل من سد إيراغن إلى سد ذراع الديس ومن سد إغليل أمدا إلى سد الموان. وأفاد أن استلام المشروعين سيمكن من تزويد 23 بلدية بالمياه الصالحة للشرب، وسقي أكثر من 40 ألف هكتار.